

BARBARIES ...

LA GUERRE

11 Septembre : New York : 6000 morts. Des hommes, au nom de la lutte contre « le grand Satan américain » ont commis ce crime odieux ; nous condamnons clairement cet acte de barbarie.

Depuis, les USA et leur « grande coalition », au nom de la « justice » et de « l'éradication des groupes terroristes fondamentalistes » bombardent sans relâche les villes afghanes avec le cortège de « dégâts collatéraux » bien connus depuis la guerre du golfe : civils tués ou blessés, milliers d'afghans sur les routes de l'exode, famine etc...

Nous ne croyons pas une seconde aux intentions soit disant anti-impérialistes des terroristes ; le monde meilleur qu'ils promettent aux déshérités et aux humiliés n'est qu'un leurre. Les moyens et les buts de ces gens là sont réactionnaires, à l'image du régime des talibans qui se maintient au pouvoir par une dictature de fer et une oppression sans limite des femmes, et qui n'a résolu aucun des problèmes du peuple afghan.

Du côté des USA, après la consternation, sont arrivés dans les sphères gouvernementales les cris de vengeance et de « justice » ; mais peut-on parler de justice quand, durant des décennies, le comportement politique des USA et de leurs alliés ne fut que cynisme, soutien aux régimes les plus corrompus, renversement de gouvernements « indociles », armement de bandes terroristes « amies » ; tout cela au nom de la défense de leurs intérêts et profits immédiats et au mépris des besoins des peuples des pays dominés.

La guerre en cours se terminera peut-être par la chute des talibans et des réseaux gravitant autour ; elle ne réglerà pas les problèmes des millions de laissés pour compte de la mondialisation capitaliste, terreau sur lequel prospère le terrorisme fondamentaliste.

La guerre est aussi suivie de près par l'empiètement sur les libertés collectives et individuelles, l'appel à « l'union nationale », couverture de tous les débordements chauvins, le développement d'une paranoïa sécuritaire dont nous voyons déjà les prémices.

Un des risques majeurs dans ce contexte est le développement de comportements racistes de masse relayés par certains gouvernements et hommes politiques. Les nouvelles lois racistes sur l'immigration

en Autriche et les déclarations fumeuses de Berlusconi sur la soit disant supériorité de la civilisation occidentale en sont un aperçu inquiétant.

Dans cette situation, en France, plusieurs centrales syndicales : CGT, Groupe des Dix, FSU ont participé aux manifestations contre la guerre, contre le terrorisme, pour la paix et la justice. Nous reproduisons dans ces colonnes un des appels - celui du SNESUP/FSU- à ce sujet.

Plusieurs associations ont protesté contre les dérives sécuritaires du gouvernement français et par ailleurs un large front politique et syndical s'est affirmé pour appeler à commémorer, 40 ans après, la répression sanglante, le 17 Octobre 1961, des Algériens à Paris ordonnée par le Préfet Papon de sinistre mémoire. (cf. communiqués ci-joints)

I.S.A. s'associe pleinement à ces prises de position courageuses et indispensables dans ce climat guerrier, qui, s'il perdurait, pourrait s'avérer favorable à une réactivation des droites extrêmes et aux populistes de tout acabit.

17/10/2001

Communiqué du SNESUP-FSU

« Les universitaires ont été profondément choqués par les actes de terreur du 11 septembre dernier. Le SNESUP a immédiatement exprimé sa solidarité aux familles des victimes, aux travailleurs américains, ainsi que sa condamnation de ces attaques.

La réaction à cette barbarie ne saurait être une offensive militaire telle que celle décidée et organisée par les États-Unis. Les auteurs de ces attentats doivent être recherchés, jugés et condamnés par une juridiction internationale.

Notre combat contre le terrorisme et l'obscurantisme est à la mesure de notre aspiration à un monde de paix et de sécurité, fondé sur le droit, la démocratie, la justice sociale, le développement durable et la promotion des droits humains. Le mouvement social et syndical notamment, doit y tenir toute sa place.

Le combat contre le terrorisme doit résulter d'une coalition internationale; il passe notamment par l'élimination des sources de financement permises par la spéculation mondiale, les sociétés écrans, les paradis fiscaux, qui ont prospéré au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, c'est la population

d'Afghanistan qui va d'abord subir les effets de la guerre: le sang d'innocents va s'ajouter à celui d'autres innocents. Le SNESUP tient à lui témoigner sa solidarité, comme il l'a fait jusqu'ici pour sa résistance à la loi des Talibans. Depuis plusieurs années, il s'indigne particulièrement du sort fait aux femmes afghanes. Le SNESUP refuse cette escalade militaire qui risque d'embraser toute une région. Cette entreprise est de nature à nourrir les atteintes aux libertés, le racisme et la xénophobie, la surenchère sécuritaire, les amalgames visant les cultures et les populations...

Le SNESUP appelle la communauté universitaire à débattre de cette situation, en partant de nos principes premiers: la paix, la justice, le droit, le dialogue des cultures, le respect de la diversité. Il appelle à participer à la journée de manifestation nationale du 11 octobre, « contre le terrorisme et la logique de guerre, pour la paix et la justice » comprenant notamment une manifestation à Paris, le jeudi 11 octobre à 18 heures, place de la République. » Paris, le 9 octobre 2001

Communiqué de la LDH

Le gouvernement perd son sang froid

« Le Premier Ministre vient d'annoncer plusieurs mesures destinées à compléter le plan vigie pirate et qu'il présente comme temporaires.

Ces mesures vont de la privatisation d'une partie des contrôles sur la voie publique à l'autorisation de procéder à des perquisitions en dehors de tout crime où délit en passant par le contrôle du courrier électronique.

Une autre des mesures envisagées, la fouille des véhicules, avait déjà été déclarée anticonstitutionnelle en 1977.

La LDH exprime sa stupéfaction devant la démarche du gouvernement. Les pouvoirs reconnus aux forces de police et à la Justice permettent, dès aujourd'hui, de contrôler étroitement les citoyens. Y ajouter revient à restreindre un peu plus les libertés individuelles au profit d'une efficacité nullement démontrée.

Ces mesures vont peser sur la vie quotidienne de nombreux citoyens, particulièrement sur ceux qui sont déjà l'objet de contes répétés en raison de leur apparence et de leur origine. A l'encontre de l'effet d'annonce recherché, les propositions gouvernementales vont amplifier le sentiment d'insécurité.

Les démocraties doivent répondre, sans faiblesse, aux agressions dont elles sont l'objet mais en, aucun cas, cette réponse ne peut conduire à porter atteinte aux libertés individuelles. Si le gouvernement a le devoir de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la sûreté de tous, il a tout autant l'obligation de ne pas recourir à des lois d'exception.

Il appartient aux parlementaires de ne pas céder aux sollicitations sécuritaires du gouvernement et, en tout état de cause, si de telles mesures devaient être votées, elles doivent être soumises à l'appréciation du Conseil Constitutionnel ».

Communiqué de la CIMADE

« L'annonce depuis le 11 septembre dernier du rétablissement du plan Vigie pirate « renforcé » frappe en premier lieu les étrangers en situation irrégulière en France. Multiplication des contrôles d'identité dans les lieux publics, renforcement des contrôles aux frontières, ce sont celles et ceux qui cherchent refuge dans notre pays qui subissent les conséquences de la psychose sécuritaire engendrée par les événements du 11 septembre aux Etats-Unis. Présente actuellement dans treize centres de rétention administrative, notre association constate dans les centres proches des grandes agglomérations (Paris, Marseille, Lyon, Strasbourg, Toulouse), une augmentation depuis une semaine de près de 30 % du nombre d'étrangers en situation irrégulière arrêtés et placés en rétention.

Ces interpellations touchent en priorité les étrangers originaires des pays du Maghreb. Alors que la situation internationale suscite des réactions de défiance vis-à-vis des populations étrangères vivant en Europe, particulièrement pour celles originaires du Maghreb et du Moyen Orient, les conséquences du Plan Vigie pirate risquent aussi de renforcer les discours extrémistes, allant ainsi à l'inverse des déclarations officielles d'apaisement. Le renforcement du dispositif policier ne doit en aucun cas contribuer à alimenter l'amalgame entre immigration irrégulière et insécurité. C'est pourquoi la CIMADE demande aux responsables politiques de donner toutes les instructions nécessaires pour éviter une telle dérive. »

Paris le 25/09/01

Déclaration de la FIDH

« La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme tient à exprimer sa consternation à la suite des propos tenus par M. Silvio Berlusconi, Président du Conseil italien, le 26 septembre 2001 en Allemagne.

La référence à « la suprématie » et à la « supériorité de la civilisation occidentale » relève de positions racistes. L'avis de M. Berlusconi selon lequel il faut « occidentaliser le monde » est contraire aux valeurs défendues par la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

En outre, par cette déclaration, M. Berlusconi se désolidarise de la position des chefs d'états et de gouvernements européens qui, le 21 septembre, se sont prononcés contre « tout amalgame ou toute assimilation entre les groupements terroristes et fanatiques, et le monde arabo-musulman ».

Dans le contexte actuel, les propos de M. Berlusconi revêtent une dimension particulièrement intolérable. On attend des Etats membres de l'Union européenne qu'ils se fassent les premiers défenseurs d'un ordre mondial basé sur le respect des valeurs démocratiques, de l'état de droit et de la diversité culturelle.

La FIDH demande que le gouvernement italien présente dans les plus brefs délais des excuses pour les propos tenus. »

Les extrêmes droites françaises et la guerre en Afghanistan

En faire une ou pas en faire ? Un vrai casse-tête se présentait au chef vieillissant du FN pendant la semaine précédant l'ouverture de la traditionnelle fête des BBR (Bleu-Blanc-Rouge), les 22 et 23 septembre dernier. Fallait-il consacrer une minute de silence aux victimes américaines des attentats du 11 septembre à New York et Washington, ou fallait-il plutôt mettre l'accent sur l'anti-américanisme ? Encore à la veille de l'ouverture des BBR, Jean-Marie Le Pen avait laissé la question ouverte lors de sa conférence de presse. Eventuellement il demanderait à ses militants d'observer une minute de silence, remarquait alors le leader du FN, mais élargie aux victimes irakiennes de l'embargo américain. Heureusement pour lui, l'explosion de l'usine chimique AZF à Toulouse vint à temps pour résoudre à sa place la difficile question de la minute de silence. Le silence fut finalement observé par les partisans du FN rassemblés au Bois de Vincennes, mais à la mémoire des 29 morts décédés des suites de l'explosion à Toulouse. Car des victimes françaises, aux yeux de ce public, vaudront toujours plus d'attention que tous les autres morts, qu'ils soient américains ou irakiens.

Le positionnement face à la nouvelle crise internationale était d'abord difficile pour les cadres du Front national. D'un côté, la majeure partie des traditions de l'extrême droite française le pousse à la condamnation de l'islamisme en l'amalgamant avec la religion musulmane en général. De l'autre côté, l'antiaméricanisme et la sympathie pour les mouvements extrémistes combattant Israël a également fait son chemin dans les rangs de l'extrême droite. En août 1990, Jean-Marie Le Pen avait pris tout le monde, observateurs comme politiques, de court en prenant nettement position pour le président dictateur irakien Saddam Hussein pendant la crise du Golfe. Le chef du FN avait ainsi rompu avec l'orientation pro-atlantique, et pro-occidentale qui prévalait jusque-là dans son parti, sur, fond de fin du monde bipolaire des blocs militaires. La nouvelle orientation privilégiait la recherche d'une alliance avec les nationalismes « identitaires » se réveillant un peu partout dans le monde à la fin du bloc soviétique. En même temps, cette réorientation constituait un moyen de souligner la rupture politique avec les partis du système », tous les grands partis politiques (à l'exception du PCF) soutenant alors le déploiement militaire américain aux abords du Golfe.

Aujourd'hui, la répétition d'un tel positionnement semble s'interdire d'elle-même. D'abord, le danger du terrorisme islamiste fait peur à l'ensemble du public électoral et des sympathisants de l'extrême droite, prenant des dimensions gigantesques (bien au-delà du réel) dans leur représentation commune. Ensuite, une partie au moins des cadres du FN semblent estimer que la situation est favorable

comme jamais à leur parti, à condition de surfer sur la peur des attentats et exploitant l'amalgame anti-immigrés qui est fait dans une partie de la société. Si les intellectuels de la Nouvelle Droite avaient salué, au début des années 90, la montée de l'intégrisme islamiste extrémiste en tant que « combat dirigé contre le mélange des cultures », un tel positionnement (au moins en public) ne semble vraiment pas de mise aujourd'hui.

N'oubliez pas de vous ré-abonner !

Pour échapper au dilemme de se positionner, Jean-Marie Le Pen a opté pour une neutralité à l'égard des parties du conflit sur le plan international, en privilégiant un discours ciblé sur la politique intérieure française et la dénonciation d'une « cinquième colonne de l'islamisme sur le sol français ». Ainsi, le numéro de National Hebdo du 27 septembre 01 résume-t-il le discours de Le Pen aux BBR du week-end précédent à travers ce titre : « Le choc des cultures - Entre universalisme islamique et universalisme américain, Le Pen choisit la voie de la France. »

En effet, si Le Pen avait mis en garde contre la tentation d'appeler la puissance américaine à intervenir « comme un grand frère, un Big Brother », au risque d'encourager les Etats-Unis « à dicter leur loi au monde », son discours n'était pas à proprement parler anti-américain. En revanche, tout l'accent était mis sur la dénonciation des dangers intérieurs en France, triomphant du fait que « ceux qui ne voulaient pas voir et entendre la vérité sur l'immigration et la mondialisation ne peuvent plus faire le singe à deux pattes sur les oreilles ». Par rapport aux immigrés vivant sur le territoire français, Le Pen déclara à la même occasion : « Les terroristes du 11 septembre vivaient aux Etats-Unis comme des poissons dans l'eau. En France, Jacques Chirac a ouvert le robinet d'eau il y a 25 ans (en autorisant le regroupement familial des immigrés en 1975, NDLR). Il a importé les poissons. Les socialistes les ont nourris. Le pays attend maintenant la suite. »

Le MNR, une fois de plus, sur les traces de Charles Martel

Le Mouvement national républicain (MNR), à son tour, ne laisse aucun doute quant à son positionnement net dans ce contexte de guerre. Lui, soutient les frappes américaines et est contre... non pas contre l'islamisme, mais contre l'islam tout court, dans toutes ses dimensions et manifestations. Ainsi Bruno Mégret a-t-il déclaré : « Face à un événement majeur qui oppose une nation d'origine européenne et une fraction islamique, nous n'hésitons pas et savons qui sont nos ennemis. » En même temps, le parti demande, à usage de politique intérieure française, de « cesser d'aider l'islam à s'installer sur notre soi, arrêter la prolifération

des mosquées, rétablir avec autorité la primauté de nos lois, empêcher l'immigration de prendre la forme d'une colonisation à rebours et expulser enfin les clandestins, les délinquants et tous ceux qui menacent l'intégrité de notre nation. » Et le 30 septembre dernier, le MNR a réitéré le spectacle qu'il a déjà organisé l'année dernière : un rassemblement de ses militants et cadres sur la pelouse de Moussais-la-Bataille, non loin de Poitiers, où avait (probablement) eu lieu la bataille qui opposa, en 732, le guerrier franc Charles Martel et les troupes de l'islam. Un parti moderne ayant besoin de références « modernes », Bruno Mégret y fut présenté, l'année dernière, comme « le Charles Martel du 21^{ème} siècle »... Cette année-ci, Mégret apprit à ses auditeurs que « la bataille de Poitiers, ce fut le choc de deux civilisations, la civilisation européenne et chrétienne face à la civilisation arabo-musulmane, et cet antagonisme traverse le temps et l'espace. (...) L'islam a trouvé une nouvelle vitalité démographique, politique, religieuse. Il reprend son offensive de façon sanglante et dramatique. » Mais il y en avait au moins un à qui ce positionnement a fortement déplu : Pierre Vial, le chef de file du groupe raciste Terre et peuple, était gêné par « l'alignement sur les Etats-Unis » autant que par la perspective de voir le MNR (probablement) appeler à voter pour Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle. Il a claqué la porte du « mouvement » lors de la réunion de son Conseil national, le 14 octobre dernier.

Minute : « Vive la méthode Aussaresses ! »

L'hebdomadaire d'extrême droite Minute, lui aussi, a clairement choisi de se positionner dans le camp des pro-guerre. Ainsi, sur son titre du 19 septembre 01, le journal fondé en 1961 dans le sillage des fanatiques de l'Algérie française demande-t-il à ses lecteurs : « Vivre avec l'Amérique ou mourir pour l'islam ? », question formulée d'une manière ne laissant guère de doute quant à la réponse qui y sera apportée. A l'intérieur du journal, un long article portant le même titre en arrive à la conclusion qu'« il n'y a pas à choisir son camp dans le conflit qui débute : l'islam le fait à votre place. » Juste à côté, le titre d'un commentaire s'exclame : « Vive la méthode Aussaresses 1 » Le vieux général du même nom ayant été sanctionné au printemps dernier par l'armée, pour s'être un peu trop ouvertement vanté d'avoir torturé et assassiné pendant la guerre d'Algérie, l'hebdomadaire d'extrême droite reproduit quelques uns de ses propos. Pour conclure de la manière suivante : « On espère que les agents du FBI et leurs collègues français de la DST liront vos souvenirs. Et s'en inspireront. »

Appel 17 octobre 1961-17 octobre 2001

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers de travailleurs algériens et leur famille manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé. Ils défendaient leur droit à l'égalité, leur droit à l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ce jour-là et les jours qui suivirent des centaines de manifestants furent tués par des policiers aux ordres de leurs supérieurs.

A l'occasion du quarantième anniversaire, nous appelons à une grande manifestation le 17 octobre 2001, à Paris et dans toute la France, pour commémorer ce tragique événement.

Nous demandons

- La reconnaissance officielle de ce crime contre l'humanité - Le libre accès aux archives pouvant aider à écrire l'histoire de cette guerre coloniale et en particulier de cette journée du 17 octobre 1961
- L'introduction et l'étude de ces événements dans les programmes et les manuels scolaires
- La création d'un lieu du souvenir à la mémoire des victimes

Les organisations suivantes ont d'ores et déjà signé cet appel:

ActUp ; ADIAMOS ; Agence de Prmelon des Cultures et du Voyage ; AIRCRIGE Alternative Libertaire ; Au nom de la mémoire ; Association 17 octobre 1961 contre l'oubli ; Association des Cultures Berbères ; Association des Familles de Français disparus en Argentine ; Association Franco-Argentine de Paris ; Association Nationale des Algériens de France et de leurs Familles ; Association pour la Démocratie à Nice ; Association Républicaine des Anciens Combattants et victimes de guerre ; ATMF ; CEDETIM ; Cercle Frantz Fanon ; CFDT du Rhône (UD) ; CFDT URI-PACA ; CGT ; CIMADE ; Collectif Portugais Pour Une Pleine Citoyenneté ; Collectif «Ruptures» ; Comité national des chômeurs CGT ; Droit au logement ; Droit devant ; Droit Solidarité ; l'Ecole Emancipée ; FASTI ; FIDH ; Fédération de Paris du Parti Socialiste ; la FPCR ; France Libertés ; Fédération des OEuvres Laïques du 93 ; Fédération Syndicale Etudiante ; FSU ; GISTI ; Groupe de Soutien à Léonard Peltier ; Groupe Révolution Socialiste (Martinique) ; Institut Mehdi Ben Barka mémoire vivante ; JCR-RFD ; LCR ; LDH ; Lutte Ouvrière ; Médecins du Monde ; Mémoire, Vérité, Justice sur les assassinats politiques en France ; Mouvement des Jeunes Communistes ; Mouvement de l'immigration et des Banlieues ; MRAP ; Observatoire des libertés publiques ; Parti communiste français ; Pionniers de France ; Ras l'Front ; SGEN-CFDT ; Union des Etudiants Communistes ; Union des Femmes de la Martinique ; Union syndicale, G 10 Solidaires ; Les Verts.

G8 – Gênes et National Hebdo

Si le MNR ne s'est pas à présent, exprimé sur le déroulement du G8 et violences policières qui l'ont accompagné, le FN par la voix de Jean-Marie Le Pen a pris position. Dans un communiqué de presse (NH 888, 26 juillet 1er Août 2001), Celui-ci entend préciser que « Les Gêneurs du G8, pacifiques ou violents, ne sont pas des militants 'anti-mondialisation' mais des gauchistes internationalistes. ». Il les condamne conjointement avec les chefs de gouvernement, car « ils ne sont que les deux faces d'une même médaille. », et « le salut des peuples ne se trouve ni d'un côté ni de l'autre. »

Dans NH (NH 888, 26 juillet 1 Août 2001), un article non signé intitulé « G8 de Gênes, Chirac défend les casseurs », développe le point de vue du FN.

L'article commence par dénoncer l'absence de volonté des polices européennes « de mettre

préventivement hors d'état de nuire les anarcho-marxistes pourtant très exhibitionnistes », car elles ne se sont contentées que « d'encadrer les cohortes descendant » sur Gênes. L'article s'interroge sur cette tolérance, et sur les moyens de financement qui ont permis à des dizaines de milliers de personnes, à travers l'Europe de se déplacer et de séjourner à Gênes.

Puis dans un deuxième temps, l'article souligne que les protestations, contre « les assemblées mondialistes que sont les G7 ou G8, réunions du FMI ou de l'OMC », sont légitimes car elles « visent à instaurer un gouvernement mondial, s'imposant à toutes les nations de la terre, et ne rendant de comptes qu'aux financiers, et à la plus grande puissance militaire de la planète, l'Amérique ». Mais les protestataires de Gênes, « tolérés et même encouragés » ne représentent qu'« une autre variété de mondialisme ».

Enfin dans un troisième temps, l'article développe quelques leçons politiques de Gênes. L'attitude de Chirac considérant que « la cohorte de dévastant les rues de Gênes était une forme de démocratie moderne », soulève l'indignation du FN. D'autant que pour le FN, il n'y a pas d'ambiguïté, « les désordres de Gênes, étaient destinés à déstabiliser le gouvernement de droite, italien de Berlusconi. » Quant à l'attitude de Kouchner, « saluant l'esprit de 1968 qui avait régné » à Gênes, elle est « symptomatique. Les anarcho-marxistes ont leur cheval de Troie dans les assemblées mondialistes. Sans doute parce que les affinités idéologiques entre, par exemple, grands argentiers du FMI, et fauteurs de troubles de 1968, recyclés en ministres trente ans plus tard, sont très présentes. » Et l'article de s'achever sur une interrogation, « Et si les troubles de Davos, Prague, Québec, Nice, Göteborg, n'étaient que des règlements de comptes entre frères tantôt amis, tantôt ennemis, sur le dos des nations ? »

Moulinex : « Soutien » de Bruno Mégret aux salariés « victimes du mondialisme ».

Suite à l'annonce des risques de dépôt de bilan de Moulinex, Dans un communiqué du 07 septembre, Bruno Mégret apporte « son soutien aux salariés français du groupe Moulinex dont les emplois sont menacés à cause de la politique mondialiste du gouvernement ». Il y dénonce aussi « la logique ultra-libérale et libre-échangiste du pouvoir socialiste ». Logique qui selon lui, par « la concurrence déloyale des pays à faible coûts de production », condamne « au chômage des milliers de travailleurs français ».

Souhaitant être candidat à l'élection présidentielle, il propose « face à ce processus mondialiste mortel de lancer une grande politique de défense de notre appareil de production nationale par la baisse des charges et la régulation des échanges commerciaux

aux frontières. »

National Hebdo, et les plans sociaux.

Dans la dernière période, plusieurs articles ont été consacrés aux plans sociaux dans NH, essentiellement sous la plume d'un nouveau journaliste, Alexandre Martin. Ainsi, dans NH 877 (Semaine du 10 au 16 mai 2001), il consacre un article à « l'hypocrisie des plans sociaux ». Dans cet article après avoir fait l'état des lieux, des différents plans sociaux Danone, Marks et Spencer, Moulinex, Alcatel..., il souligne que « pour le personnel le résultat est le même : la porte, que se soit par licenciements secs, retraites prématurées, reclassements hasardeux, aboutissent au chômage, au déménagement et à un nouveau départ, aux petits boulots précaires ou l'assistanat. ».

Le décor étant planté, il décrit les pressions exercées par « les Verts, le PC, Arlette Laguiller et Lutte Ouvrière, Krivine et la LCR, Sud et la CGT » sur le Parti Socialiste, à l'occasion de la vague de plans sociaux du Printemps. Il constate que « Jospin et Guigou, dépités de se voir pris à revers sur leur gauche, ne restèrent pas les bras croisés. Reprenant à leur profit le slogan aussi martial qu'absurde des trotskistes : « interdisons les licenciements ! » ils annoncèrent une loi à effet immédiat destiné à rendre quasi-impossible les plans sociaux. » Puis il montre comment notamment du fait de « discussions avec le grand patronat », le projet de loi initial avait « sérieusement édulcoré ». Enfin il dresse le bilan de ce qu'il reste : « La revalorisation prévue des indemnités est nettement inférieure à ce qui est stipulé depuis des décennies dans la plupart des conventions collectives. (...) Les bilans d'évaluation des compétences sont devenus symboliques (...). Les pouvoirs supplémentaires octroyés aux Comités d'Entreprise largement virtuels. (...) La montagne Guigou a accouché d'une souris. L'important résidait dans l'effet médiatique. » Et de conclure « quant à la destruction des emplois français sous les coups du système mondialiste, elle se poursuivra sans entrave. »

Il consacre un second article « Alcatel, Bata, Philips, Silence on liquide » (NH 885, semaine 5-11/07/01) à « l'impuissance des syndicats » à traiter la question des plans sociaux. Pour lui leur « seule stratégie vise à obtenir plus d'indemnités de départ », alors que de son point de vue les possibilités d'agir existent, mais elles sont politiques. Selon lui, il faudrait s'en prendre directement aux délocalisations, « ce que les syndicats n'envisagent pas. Les délocalisations sont encouragées par Bruxelles et le libre-échangisme. » Il établit ensuite un lien entre les subventions européennes touchées par les confédérations syndicales, et leur silence sur les délocalisations. « Aussi voit on la CGT en particulier mettre à chaque fois en cause le 'capitalisme' en évitant de s'intéresser de trop près à la mondialisation » Les

luttres de salariés conduites par les organisations syndicales sont vouées à l'échec et « la colère des salariés sacrifiés s'exerce dans le vide. » Ces salariés sont en fait « victimes de l'absence de protection nationale, et ils peuvent toujours courir pour que la solidarité des ouvriers chinois ou tunisiens s'exerce en leur faveur. »

Il souligne que les délocalisations pour différentiel de coût de main d'œuvre, existent dans l'espace européen, et il donne un exemple concret. « A Crépy-en-Valois, la fabrication de pelles à chenille de Case New Holland doit partir pour l'Italie, ce qui laisse sur le carreau 256 salariés. La CGT réclame une prime de 150 000 francs, mais la question des coups bas entre pays européens et des véritables raisons d'une telle délocalisation n'est pas posée. »

A la fin de son article, il souligne que « Les PDG considèrent que le système ne leur laisse pas de choix. Mais personne ne parle d'en changer, alors que des risques de crise générale et d'effondrement de secteurs entiers deviennent très évidents. »

Loft story, allégorie nationale-sociale pour le Secrétaire du MNR :

Alors que le FN a exprimé dans sa presse son mépris pour l'émission « Loft Story », le MNR par la voix de son Secrétaire Général, Franck Timmermans, la soutient politiquement, et ne tarit pas d'éloges sur celle-ci.

Dans un communiqué du 22 juin dernier, il « se déclare pleinement satisfait de concept et partisan de sa continuité ». Trois points retiennent son attention :

Tout d'abord, « c'est la preuve absolue de l'efficacité de la vidéo-surveillance face aux tentations de la délinquance ».

Ensuite la procédure employée, « c'est la première fois que des millions de Français peuvent s'exprimer par vote alors que la classe politique leur refuse des référendums sur des sujets de société ».

Les résultats des votes retiennent naturellement son attention, « les votes exprimés ne peuvent que confirmer le bon sens de la population et son refus des quotas politiquement corrects » ; ce point de vue paraît bien sûr lié au départ prématuré des candidats d'origine arabe. Ainsi, du fait de son succès de masse et des votes émis, « loft story » a été un « message fort » envoyé par le « pays réel » « aux hommes politiques coupés du terrain »

De plus, Franck Timmermans, trouve que « Loft story » est un excellent enseignement politique, « cette émission fait la preuve que toute société repose sur l'exclusion et la sélection ». Cependant, pour éviter toute confusion, il tient à préciser qu'« aujourd'hui avec le parti socialiste, ce sont les Français, les entreprises et les familles qui se sentent de plus en plus exclus de leur propre pays ».

Communiqué du mois de Juin de la branche Route FGTE-CFDT

Les conducteurs MARCHANDISES VOYAGEURS du transmanche ne veulent pas être pris pour des flics côté français et encore moins pour des passeurs côté anglais.

ils revendiquent le droit à la libre circulation dans la CEE.

Ils dénoncent les pratiques du gouvernement anglais qui refuse de reconnaître les procédures mises en place pour protéger les conducteurs en cas de présence de passagers clandestins.

Ils refusent la politique de répression imposée par les forces de l'ordre anglaises obligeant les conducteurs soit à être flics, soit à être "collabo" pour ne pas supporter les incarcérations ou les fortes amendes mises en place par la réglementation migratoire britannique.

Si quelques brebis égarées de la profession ont pu profiter de la situation de détresse des migrants, cela n'est en aucun cas une généralité.

Ils demandent :

- La mise en place de contrôles physiques obligatoires dans chaque port ou embarcadère à destination des territoires anglais.
- La suppression des incarcérations de tous les collègues détenus dans les cellules britanniques sous prétexte d'avoir été surpris avec des clandestins à bord des véhicules de leurs entreprises.
- La liquidation des dettes des amendes pénales dues au titre des infractions sur l'immigration anglaise.

Abonnement

Nom Prénom et/ou syndicat

Adresse

Code Postal

Ville

🍏 10 numéros (1 an) : 7,60 € / 50 F

🍏 Abonnement de soutien : 15 € / 100 F ou plus

Chèque à l'ordre d'ISA

Contact

ISA : B.P. 241-16 75765 Paris cedex 16

Fax : 01 48 36 66 33

e-mail : isacom@worldnet.fr

Dir. De publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, J.J. Petiteau,

Rédaction :

H. Alexandre (FGTE-CFDT), C. Aumeran (SNUI),

C. Birnbaum (SNESUP-FSU), P. Farfart (SNUIPP-FSU),

F Mahé RIF Paris 19°

J.P. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU),

D. Turbet-Delof (SNUI),

J.L. Wichegrod (CGT Finances),

CCPA n°0603 S 05157

Édité par **VISA** 80/82 rue de Montreuil 75011 Paris

Imprimé par nos soins